

# Financement pour le renforcement des capacités du système

Statut: Accepté

<b>Pays</b>	<b>Identifiant du projet</b>	<b>Agent Partenaire</b>	<b>Date de démarrage du financement</b>
République Démocratique du Congo	GPE0000634	SCG	05/11/2021
<b>Montant du financement</b>	<b>Période considérée dans ce rapport de Date</b>	<b>à Date</b>	<b>Date de dépôt du rapport</b>
760,000 (USD)	05/11/2021	05/10/2022	08/25/2023

Domaine(s) et groupe(s) d'activités couverts par le financement (cochez toutes les cases pertinentes)

- Guichet de financement n° 1: Renforcer la planification et l'élaboration de politiques intégrant la notion de genre pour un impact systémique
  - Diagnostics systémiques, élaboration du pacte de partenariat et analyses sectorielles de l'éducation
- Guichet de financement n° 2: Mobiliser des actions et des financements coordonnés pour permettre des changements transformationnels
  - Renforcement de la coordination sectorielle, notamment les groupes locaux des partenaires de l'éducation, les revues sectorielles conjointes et le suivi de l'efficacité du partenariat au niveau national

## ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE

### État d'avancement global du projet au cours de la période considérée

<b>État d'avancement global pour la période considérée 1</b>	<b>Classement précédent</b>
Satisfaisant (S)	SO

Description détaillée y compris les facteurs qui conduisent à un surclassement/déclassement dans la notation

- Durant la mise en œuvre, les principales réalisations ont été atteintes :
- La production du Rapport d'état du système éducatif national – RESEN
  - La réalisation de quatre études complémentaires sur la gratuité de l'enseignement, la pérennisation du SIGE, sur l'EFTP et sur les curricula
  - L'élaboration du Pacte de Partenariat
  - L'appui à l'organisation des revues sectorielles 2021 et 2022

Le troisième rapport d'état du système éducatif national - RESEN s'est consacré à des analyses particulières des différents sous-secteurs du système éducatif, tout en incluant les analyses globales de l'ensemble du système. L'établissement d'un nouveau diagnostic sectoriel a permis de répondre plus efficacement aux préoccupations soulevées et d'opérer les ajustements nécessaires aux priorités stratégiques, aux politiques éducatives et aux options de stratégies opérationnelles en vue de prendre en compte les nouveaux défis, en particulier les aspects liés à l'impact de la COVID-19 sur le système éducatif.

Contrairement à l'approche du RESEN 2ème génération, une nouvelle approche a été adoptée dans une période de fortes évolutions et d'incertitudes sur les perspectives nationales et internationales, après la crise de la pandémie à Coronavirus, et aussi de la résurgence des crises sociales et de l'insécurité à l'Est de la RDC qui impactent négativement le système éducatif de la RDC. Il y a lieu de noter l'effet de la décentralisation qui a permis le passage de 11 à 26 provinces administratives dont certaines ne disposent pas de ressources suffisantes pour soutenir la qualité de l'éducation surtout l'éducation primaire et secondaire qui est une matière à compétence exclusive des provinces.

Ce nouveau RESEN a permis d’actualiser les analyses et la connaissance statistique qui seront utiles pour les réflexions sectorielles futures. C’est une photographie de la situation actuelle, une analyse poussée de l’état des lieux de l’existant cernant tous les aspects du système éducatif congolais.

Enfin, la mise en œuvre de la grande réforme de la gratuité de l’enseignement de base constitue un enjeu important pour le futur du secteur.

2) Quatre études complémentaires

Des études thématiques complémentaires prévues dans le cadre de la réalisation du diagnostic du secteur de l’éducation et de la formation visaient l’approfondissement des connaissances sur les sujets d’intérêts autour des priorités spécifiques du système éducatif.

a) Etude sur la gratuité de l’enseignement

Cette étude a procédé à un examen rigoureux de la mise en œuvre de la politique de la gratuité scolaire, depuis son adoption par la RDC ; elle a évalué les exigences humaines, matérielles et financières devant accompagner cette politique et les mesures d’accompagnement mise en place, notamment en ce qui concerne leur pertinence, leur efficacité/efficience, et leur impact au sein du système scolaire congolais ;

Sur la base d’une simulation des coûts, elle a identifié le scénario de mise en œuvre progressive de la gratuité, techniquement et financièrement soutenable, compte tenu des ressources disponibles. Enfin, sur la base des résultats de simulation, des recommandations ont été formulées afin d’éclairer les choix du gouvernement pour l’efficacité et la pérennité de la politique de la gratuité.

Cette étude se présente sous forme d’un rapport d’une cinquantaine de pages contenant quatre sections.

La première section décrit les enjeux de la gratuité scolaire dans une perspective historique, et pour exposer les mesures prises en 2019.

La deuxième section adresse la question du point de vue des ménages en rassemblant les informations disponibles sur les dépenses supportées par les familles liées à la scolarisation d’un enfant et leur évolution jusqu’aux dernières mesures de gratuité.

La troisième section se place du point de vue de l’Etat en faisant le point sur les efforts accomplis depuis l’annonce des mesures de gratuité, en termes de prise en charge du personnel et de fonctionnement des écoles primaires publiques et de bureaux gestionnaires.

La dernière section s’attache à mesurer l’écart entre les besoins et les moyens mis en œuvre et esquisse les efforts encore à accomplir pour assurer une mise en œuvre effective de la gratuité.

b) Etude pour la pérennisation du SIGE

Cette étude a évalué l’état du système actuel dans une perspective de généralisation de la carte scolaire et a dégagé des axes de renforcement institutionnel, administratif et technique. L’étude dans son ensemble s’est attachée à une approche besoin réaliste basée sur l’expérience des utilisateurs. Elle a débouché sur un rapport diagnostic dégageant clairement des recommandations opérationnelles pour la pérennisation du système d’information et son déploiement au niveau provincial. Ce rapport reprend les éléments de Synthèse des forces, faiblesses, opportunités et menaces au développement du SIGE (SWOT), du cadre national de production des statistiques sectorielles de l’éducation en RDC, de la stratégie nationale de développement de la statistique (SNDS) dans ses volets : Cadre législatif, cadre institutionnel et les conditions préalables, recommandations et préconisations, déconcentration du SIGE et financement des statistiques de l’éducation.

Ce rapport a également permis d’avoir une analyse approfondie sur la cohérence du système de production statistique sectorielle avec les objectifs nationaux, sur les principaux mécanismes et sources de financement des statistiques sectorielles, sur les ressources humaines, sur l’environnement technique de production et le schéma directeur informatique.

c) Etude sur l’EFTP

L’étude EFTP a permis d’alimenter le chapitre 8 du RESEN consacré à l’enseignement et à la formation technique et professionnelle. Cette étude est une contribution à la compréhension des dynamiques formation – accès à l’emploi – insertion socio-professionnelle. Elle est loin d’être exhaustive étant donné qu’elle se propose principalement de faire un bref état des lieux à la lumière des données existantes et accessibles de l’EFTP avec une corrélation sur la problématique de l’emploi des jeunes. L’étude offre une image globale de l’EFTP et du développement des compétences techniques et professionnelles en RDC en lien avec l’emploi des jeunes et leur accès à la qualification professionnelle. Cette étude a abordé les aspects de positionnement de l’EFTP dans les stratégies globales et politiques publiques de développement national; et Cadre institutionnel et opérationnel de l’EFTP en RDC (Champ couvert par l’enseignement technique et la formation professionnelle, Cadre juridique et réglementaire de l’EFTP en RDC, Pilotage et Gouvernance du secteur de l’EFTP et Financement de l’EFTP), de qualité et pertinence de l’EFTP, de cartographie des interventions des partenaires techniques et financiers en EFTP, de développement des compétences et besoins du marché, d’analyse des bassins d’emplois et des secteurs porteurs (national et par province) et d’analyse de l’offre de formation technique et professionnelle en

RDC .

d) Etude sur l'état des curricula

La présente étude porte d'abord sur la qualité et l'équité du curriculum officiel selon une série d'indicateurs (unicité, pertinence, cohérence, flexibilité, axe sur l'apprenant, langues d'enseignement, réponses aux enjeux émergents et transversaux, degré de participation des processus et des décisions curriculaires, etc.). Elle porte ensuite sur les orientations et modalités présentées du cadre d'orientation curriculaire (COC). Enfin, l'étude propose, sous la forme de feuille de route, une série de recommandations portant sur les orientations du système éducatif, sur la qualité et les orientations des programmes éducatifs, sur la prise en compte des thématiques émergentes, sur les langues nationales et sur la langue d'enseignement, sur la profession enseignante, sur la formation du personnel enseignant et personnel formateur, sur l'inspection et sur le matériel didactique.

Il a également abordé une description succincte des diverses approches curriculaires (pédagogie par objectifs, approche par compétences, approche par situations, etc.).

3) Le Pacte de partenariat

Le Pacte de partenariat de la RDC a choisi comme réforme prioritaire « Enseignants et enseignements de qualité » qui vise la transformation du système, portée par les autorités nationales et soutenue par le groupe local des partenaires de l'éducation. Ce document est composé de 3 chapitres. Dans le premier, il est précisé les cadres de référence auxquels s'aligne la réforme prioritaire avant d'indiquer les justifications qui la sous-tendent, les principaux domaines ciblés, les séquences de mise en œuvre. Dans le deuxième chapitre, sont exposés les quatre principaux facteurs favorables dont la prise en considération devrait notablement contribuer à atteindre les principaux objectifs de la R.P. En conséquence, il a été déterminé les ajustements à opérer dans l'existant. Il est ensuite présenté l'alignement des ressources contributives et à mobiliser, le dispositif d'accélération de l'éducation et de la promotion des filles, le dispositif opérationnel de mise en œuvre du P.P. Le dernier chapitre du document propose un système de suivi-évaluation-apprentissage (S.E.A) permettant de tirer les leçons des expériences accumulées périodiquement, pour améliorer les actions à venir.

4) Revues sectorielles 2021 et 2022

La revue sectorielle 2021 a ainsi servi de cadre de préparation de la Revue d'étape 2022 qui a eu lieu du 11 au 14 décembre 2022, soit six années après le démarrage de la mise en œuvre de la SSEF 2016-2025. Cette revue préparatoire avec un format réduit et au caractère purement technique a été organisée du 1er au 3 décembre 2021 et a fait le point sur : (i) la mise en œuvre des recommandations de la revue conjointe de 2019 ; (ii) l'état d'avancement de quatre des dix réformes prioritaires retenues à l'issue de la revue conjointe de 2019 et (iii) l'impact de la crise sanitaire de la COVID-19 dans le secteur de l'éducation en RDC. L'appui a permis d'adopter en 2022, le principe d'organisation de la revue sectorielle à partir des revues provinciales (pré-revues).

L'objectif de ces pré-revues est de faire le bilan et perspectives de la mise en œuvre de la SSEF dans la province impliquant tous les acteurs du système. Ainsi, les pré-revues ont été organisées dans 5 provinces.

État d'avancement de la mise en œuvre du financement, par guichet

Période de subventions	Niveau de progrès pour cette période de rapport 2	Classement précédent
Guichet de financement n° 1: Renforcer la planification et l'élaboration de politiques intégrant la notion de genre pour un impact systémique	Satisfaisant (S)	SO

Description détaillée:

1) Rapport RESEN

Cette partie présente les activités opérationnelles qui ont été réalisées depuis le lancement du projet jusqu'à la validation du document. En effet, le lancement de l'élaboration du rapport a eu lieu le 28 mai 2021. L'UNESCO en tant qu'agent partenaire a mis à disposition son expertise et son réseau pour la conduite des activités dans une démarche inclusive et participative. Le processus s'est déroulé en plusieurs phases dont la phase préparatoire organisationnelle, la phase préparatoire technique et la mobilisation des informations, la phase de rédaction et la phase de finalisation et validation. Le principe essentiel sur lequel s'est basé la phase préparatoire organisationnelle est le développement d'une méthodologie permettant une hiérarchisation claire des activités.

La phase préparatoire organisationnelle s'est étendue de juin en août 2021. Cette phase a été conduite par l'agent partenaire sous la supervision du SPACE. Cette phase a permis la validation du plan de travail annuel budgétisé, la finalisation de l'identification des acteurs, le recrutement de l'assistance internationale et la publication de l'arrêté de mise en place et de fonctionnement des organes d'appui. Par la suite, une phase technique de préparation du travail et de mobilisation des informations qui s'est étendu d'octobre en décembre 2021- au cours de laquelle, l'UNESCO a recruté un cabinet d'étude pour la revue documentaire et statistique. Dans une démarche de renforcement de capacités et itérative, 7 groupes de travail avec chacun une dizaine de personnes dont 20% de femmes ont été constitués et ont travaillé sur la base d'une méthodologie validée les analyses à réaliser pour les différents chapitres du rapport. Pour chaque étape du processus, une mise à jour était faite lors des réunions du cadre de concertation sectorielle (LEG). En Avril 2022, un premier draft du RESEN a été partagé avec les différentes familles d'acteurs environ 250 personnes qui ont contribué à l'amélioration du document (experts des ministères, la société civile, syndicats des enseignants et des parents, les PTFs). En Octobre 2022, la version finale a été validé en présence d'une centaine d'acteurs dont une vingtaine des femmes des quatre ministères en charge de l'éducation et de la formation, des ministères d'appui à l'education, des PTF, des OSC, etc.

Ce Rapport d'état sur le système éducatif de la RDC est structuré en 11 chapitres.

Le premier chapitre a pour objectif d'apporter les éléments du contexte dans lequel s'insère le système éducatif, notamment la dynamique démographique qui détermine les effectifs de jeunes à former et la conjoncture macroéconomique et budgétaire qui détermine les moyens publics. Au-delà, le chapitre apporte un aperçu du contexte global de la RDC, ses ressources, sa population, son organisation politico-administrative, ses nombreuses vulnérabilités, la fragilité de sa gouvernance, son marché du travail dominé par le secteur informel.

Le deuxième chapitre est relatif à l'analyse des scolarisations, pour mesurer l'accès aux différents niveaux d'enseignement, les progrès réalisés, le déroulement des scolarités. Il aborde aussi les questions de disparités et d'équité, qu'elles soient de genre, économiques ou territoriales, de l'efficacité interne et des enfants et adolescents en dehors du système éducatif.

Le troisième chapitre concerne les coûts et financement du système éducatif où sont évoquées les dépenses de l'Etat pour l'éducation, leur croissance réelle, les budgets, la prise en charge incomplète des personnels des écoles publiques, la dépense par élève ou par étudiant plus élevée dans l'enseignement supérieur, la contribution très importante des ménages, les enjeux de la gratuité et les financements extérieurs.

Le quatrième chapitre est consacré aux questions sur la qualité de l'éducation, d'abord sous l'angle des acquis scolaires, avec le dispositif d'évaluation des acquis des élèves, les résultats obtenus en langue et mathématiques, les facteurs explicatifs des performances des élèves. Il aborde aussi les conditions d'encadrement des élèves, les conditions matérielles de scolarisation, l'accès aux manuels et les réformes dans l'éducation de base.

La gouvernance, le pilotage et la gestion du système font l'objet du cinquième chapitre. La gouvernance générale et le pilotage du système sont analysés sous l'angle des dispositifs en place pour la planification et la programmation, des partenariats, et du système de suivi et d'évaluation avec le rôle du système d'information et de gestion de l'éducation. La gestion décentralisée du réseau des établissements et de la gouvernance locale des écoles, la gestion des ressources humaines, la gestion des manuels et la chaîne du livre, complètent les analyses.

Le sixième chapitre est consacré à l'analyse de l'efficacité externe du système. Il aborde les questions d'accès à l'emploi, et de la pertinence de l'offre de formation au regard du marché du travail. Il analyse aussi les effets sociaux de l'éducation, notamment son impact sur le niveau de fécondité. Le chapitre 7 est consacré aux risques et vulnérabilités auxquels le système éducatif de la RDC doit faire face. La RDC est confrontée à des crises multiformes, avec des mouvements de population, une insécurité alimentaire, des épidémies récurrentes, des besoins de protection, affectant la scolarisation des jeunes touchés par ces crises. Le chapitre fait le point sur la cartographie des vulnérabilités et leur impact sur le système éducatif, ainsi que sur les réponses et moyens de mitigation. Une section particulière concerne la gestion de l'épidémie de Covid 19.

Les quatre derniers chapitres sont consacrés à des sous-secteurs particuliers. Ces sous-secteurs sont inclus dans les analyses précédentes, mais les problématiques sont plus spécifiques. Le sous-secteur de l'enseignement technique et professionnel fait l'objet du huitième chapitre. Il étudie le dispositif institutionnel, l'offre de formation et son organisation, l'évolution de l'accès. Le chapitre analyse les questions d'équité d'accès et de disparités territoriales et de genre. Les coûts du sous-secteur pour l'Etat sont aussi analysés.

Le chapitre 9 développe l'alphabétisation et l'éducation non formelle à travers son organisation autour des programmes de rattrapage scolaire, d'alphabétisation et d'apprentissage professionnel, Le chapitre analyse le niveau et l'évolution de l'offre et de la demande, les disparités géographiques et de genre. Il aborde aussi les enjeux de qualité et de la gouvernance du sous-secteur.

Le chapitre 10 se penche sur le développement de l'enseignement préscolaire, un cycle peu développé en RDC. Le chapitre présente le cadre du développement de la petite enfance et les effets bénéfiques de la préscolarisation. Il analyse la structure de l'offre préscolaire et son évolution, les conditions d'encadrement et d'accueil des enfants. Le coût pour les familles est analysé, le préscolaire ne faisant pas

partie de la scolarisation obligatoire.

Le chapitre 11 est consacré à l’enseignement supérieur et universitaire. Un bref historique permet de comprendre les évolutions ayant conduit à la situation actuelle. Les analyses portent sur l’offre et son évolution, l’accès aux études supérieures, les filières suivies. Les questions de l’équité d’accès, de la qualité, de la gouvernance des institutions. Le financement de l’enseignement supérieur par l’Etat et les ménages et les dépenses par étudiant complètent les analyses.

2) Les quatre études complémentaires

Les études complémentaires ont concomitamment étaient produites pour rendre exhaustif le rapport diagnostic, ainsi quelques thèmes ont été retenus pour approfondir les analyses. Il y a lieu de noter que les instituts spécialisés de l’UNESCO (BIE, IPE et ISU) ont conduit les processus d’élaboration de ces études.

2.1) L’étude de la gratuité

Cette étude a été réalisée entre novembre 2021 et mars 2022 par l’équipe chargée de l’appui technique au RESEN. Elle avait pour objectif de faire le point sur la question de la mise en œuvre de la gratuité scolaire et ainsi contribuer aux analyses du RESEN 2022. Certaines parties sont reprises dans le document du RESEN.

2.2) L’étude pour la pérennisation du SIGE

Cette étude a permis de constater les goulots d’étranglement pour un SIGE fonctionnel et de formuler des recommandations en vue de doter la RDC d’un SIGE unique et fonctionnel à travers la mise en place d’un organe de pilotage unique, de déployer le SIGE sur l’ensemble des secteurs concernés induits nécessairement des développements informatiques conséquents. Dans la perspective de l’automatisation de la collecte et de la saisie des donnée, une phase conceptuelle documentée sur le plan technique et sur celui de la modélisation des données est un impératif pour d’une part, garantir la pérennisation des acquis techniques et d’autre part répondre aux exigences d’un SIGE fonctionnel.

3)Pacte de partenariat

Le Groupe Local des Partenaires de l’éducation, en l’occurrence le CCS (Cadre de Concertation Sectoriel), avec l’appui du Groupe de Travail Technique (GTT) créé en son sein, a d’abord conduit des discussions sur l’identification des facteurs favorables contribuant à la transformation du système éducatif ainsi que leur analyse sur la base des facteurs favorables.

Un rapport a été soumis à validation au groupe consultatif technique indépendant, qui a fourni une évaluation indépendante du statut du pays par rapport au modèle opérationnel du GPE 2025 sur les quatre facteurs favorables.

A la suite de l’analyse des prérequis effectuée et du rapport élaboré par le Groupe Consultatif Technique Indépendant, le thème « Enseignants et enseignements de qualité » a été retenu comme devant être adressé dans l’exercice d’élaboration d’un Pacte de Partenariat (P.P) conformément aux dispositions pertinentes du Modèle opérationnel 2025 GPE. C’est ainsi que le SPACE (Secrétariat Permanent d’Appui et de Coordination du Secteur de l’Éducation) avec l’accompagnement de l’UNESCO a coordonné et facilité un processus inclusif et participatif de co-construction. Le CCS s’est servi des conclusions de cette analyse pour préparer le Pacte de Partenariat, qui est un engagement mutuel entre le Gouvernement et les Partenaires de l’éducation, destiné à améliorer l’efficacité du dialogue, à renforcer la responsabilité mutuelle au niveau pays et à promouvoir le changement du système éducatif. L’objectif du pacte est la transformation et le développement du système éducatif en vue d’assurer une éducation de qualité pour tous. En résumé, il a fallu non seulement justifier les contours de la Réforme charnière à promouvoir, mais aussi identifier les éléments d’un dispositif de facilitation, d’anticipation pour mitiger largement et durablement les difficultés, les contraintes identifiées. Les échanges lors des focus groups qui ont connu la participation de près de 75 personnes au total ont été notamment introduits sur la base des données et conclusions notées par le rapport international PASEC2019 sur les résultats des enseignements-apprentissages.

Période de subventions	Niveau de progrès pour cette période de rapport 2	Classement précédent
Guichet de financement n° 2: Mobiliser des actions et des financements coordonnés pour permettre des changements transformationnels	Satisfaisant (S)	SO

Description détaillée:

La revue sectorielle technique 2021 a été la troisième Revue conjointe de la Stratégie Sectorielle de l'Education et de la Formation. Elle s’est déroulée du mercredi 1er au vendredi 03 décembre 2021 à

Kinshasa. Cette revue, a été prévue dans un format technique réduit et a réuni 145 participants. Les différentes parties prenantes du secteur de l'éducation étaient représentées, provenant de plusieurs structures aux niveaux central et provincial.

Quant à la revue de 2022 dite celle à mi-parcours de la mise en œuvre de la SSEF, elle a réuni 248 acteurs provenant de différentes structures. La particularité de cette revue a été sa phase préparatoire où sept provinces (Sud-Kivu, Kongo-Central, Haut-Katanga, Tshopo, Nord-Ubangi, Kasai Oriental et Kinshasa) ont bénéficié d'un appui pour les pré-revues.

## Enseignements tirés et pratiques innovantes/prometteuses

La République Démocratique du Congo est à son troisième Rapport d'État du Système Éducatif National (RESEN), le premier datant de 2004 et le deuxième ayant été conduit en 2014. Le deuxième RESEN avait introduit une innovation dans la série des RESEN déjà publiés avec un nouveau chapitre sur les risques et vulnérabilités, et la manière dont ils affectent la scolarisation des enfants tandis que celui-ci a ajouté les chapitres dans chaque sous-secteur et a approfondi certains de leurs aspects essentiels. Également, il y a eu appropriation du processus d'élaboration dans une dynamique de renforcement de capacités des experts nationaux.

L'étude s'est appuyée sur les informations des diverses enquêtes réalisées auprès des ménages, sur les données statistiques du SECOPE et sur les rapports d'études précédentes notamment sur l'évaluation des coûts au niveau primaire (projet ACCELERE) ou l'évaluation de la gratuité scolaire (2014, UNICEF).

La définition des axes de la réforme prioritaire a fait l'objet de nombreuses consultations auprès des parties prenantes du secteur, sur la base des données et connaissances robustes (données du PASEC 2019, l'Analyse Sectorielle de l'Education (RESEN), données administratives et financières existantes, enquêtes de ménages (MICS6), etc.). Aujourd'hui, tous les projets s'articulent sur les priorités du pacte de partenariat. Le rapport sur les ODD que la RDC va présenter en septembre 2023 s'est basé sur le mécanisme de suivi du pacte pour le respect des engagements du sommet sur la transformation de l'éducation.

Dans le processus de la revue de 2022, l'organisation de pré-revues dans 7 provinces a largement contribué à la préparation qualitative de la revue. Cette expérience sera étendue sur d'autres provinces dans le cadre des activités des projets PERSE et de transformation du secteur de l'éducation STG.

## Récits d'impact

Toutes les activités liées à l'élaboration du RESEN, des études complémentaires ou du Pacte de partenariat ont connu une bonne couverture médiatique. Au niveau interne, une banque de photos et de vidéos a été conçue par le service de communication.

## Résultats concrets et produits du savoir

#	Nom de fichier	Type de document	Description
1	ETUDES COMPLEMENTAIRES RESEN RDC.pdf		Quatre études complémentaires sur la gratuité de l'enseignement, la pérennisation du SIGE, sur l'EFTP et sur les curricula qui ont accompagné l'élaboration du RESEN et qui visent l'approfondissement des connaissances sur les sujets d'intérêts autour des priorités spécifiques du système éducatif
2	RDC PactePartenariat 04.07.22.pdf		Le pacte de partenariat constitue un engagement fondé autour d'une réforme prioritaire dont le thème retenu est: « Enseignants et enseignements de qualité ». Son objectif est de transformer et de développer le système éducatif en vue d'assurer une éducation de qualité pour tous.

The documents listed were submitted with the progress report. If you'd like access to them, please contact the grant operations officer for your country.

RAPPORTS FINANCIERS ET GESTION DU FINANCEMENT

Rapport financier sur le financement du GPE

Taux d'absorption financière cumulée		Taux d'absorption financière cumulée	
Budget approuvé à date	Dépenses cumulées	Taux d'absorption financière cumulée	Niveau d'absorption financière
760,000	707,567	93.1	En Bonne Voie

Analyse des écarts budgétaires pour la période de référence en cours Indiquez ci-dessous :

Budget total approuvé pour la période de référence en cours	Total des dépenses pour la période de référence en cours
760,000	707,567

Management Performance

Level of management performance

Detailed Description

Révisions du financement

Au cours de cette période, y a-t-il eu des révisions. du financement autres que celles soumises au Conseil d'administration ou au Secrétariat du GPE pour approbation ?

Non

Quelle est la probabilité que l'agent partenaire soumette une demande de révision au Secrétariat dans les 12 prochains mois pour approbation ?

Annexe

Annexe 1 : LISTE D'ACRONYMES

Acronyme	Description
----------	-------------

1 Très Insatisfaisant – Des insuffisances majeures dans la gestion de la performance du financement compromettent la capacité à fournir en temps voulu et de manière fiable les informations nécessaires à la gestion et au suivi de la mise en œuvre du projet, et une solution est peu probable. Insatisfaisant – Des insuffisances significatives dans la gestion de la performance du financement compromettent la capacité à fournir en temps voulu et de manière fiable les informations nécessaires à la gestion et au suivi de la mise en œuvre du projet, et une solution est incertaine. Moyennement Insatisfaisant – Des insuffisances modérées dans la gestion de la performance du financement compromettent la capacité à fournir en temps voulu et de manière fiable les informations nécessaires à la gestion et au suivi de la mise en œuvre du projet, mais une solution est probable. Moyennement Satisfaisant – Des insuffisances modérées dans la gestion de la performance du financement existent mais compromettent pas la capacité à fournir en temps voulu et de manière fiable les informations nécessaires à la gestion et au suivi de la mise en œuvre du projet. Satisfaisant – Des insuffisances mineures dans la gestion de la performance du financement existent mais ne compromettent pas la capacité à fournir en temps voulu et de manière fiable les informations nécessaires à la gestion et au suivi de la mise en œuvre du projet. Très Satisfaisant – Le système de gestion de la performance des financements fournit de manière efficace et fiable les informations nécessaires à la gestion et au suivi de la mise en œuvre du projet. Des contrôles internes appropriés sont en place et fonctionnent efficacement.

2 Très insatisfaisant —Le guichet présente des défaillances ou retards majeurs qui limitent ou compromettent la réalisation d'un ou de plusieurs objectifs et il est peu probable que les problèmes seront réglés. Insatisfaisant —Le guichet présente des défaillances ou des retards significatifs qui limitent ou compromettent la réalisation d'un ou de plusieurs objectifs et il n'est pas certain que les problèmes seront réglés. Moyennement insatisfaisant —Le guichet présente des défaillances ou des retards modérés qui limitent ou compromettent la réalisation d'un ou de plusieurs objectifs, mais il est probable que les problèmes seront réglés. Moyennement satisfaisant —Le guichet devrait atteindre la plupart de ses principaux objectifs moyennant des défaillances modérées. Satisfaisant —Le guichet devrait atteindre la quasi-totalité de ses principaux objectifs de façon efficace moyennant quelques défaillances ou retards mineurs. Très satisfaisant —Le guichet devrait atteindre ou dépasser ses principaux objectifs sans défaillances ni retards significatifs.

3 tooltip